

Une audace patriotique contre la mondialisation financière

Jacques CHEMINADE, 16 novembre 2016



La France doit se donner une stratégie audacieuse face au monde qui vient. Pour défendre nos emplois et nos territoires, c'est **un sursaut économique** qui est nécessaire. Je propose

un projet cohérent qui rompe avec une règle du jeu qui, depuis plus de trente ans, laisse partir nos industries. Sans libre-échangeisme ni repli national suicidaire.

- Si l'Etat ne dirige pas la monnaie, c'est la monnaie qui le dirige. **Défendre le patriotisme économique signifie donc d'abord retrouver notre souveraineté monétaire et d'émission de crédit, en combattant ceux qui nous l'ont kidnappée.** L'occasion s'offre aujourd'hui. Il faut la saisir, contre le monde de la City et de Wall Street. En sortant d'une Union européenne qui méprise les nations et sert les marchés et **en refondant, avec les quelques pays européens proches de nos conditions économiques, une Europe des patries dans l'esprit du Plan Fouchet de 1962, fondée sur de grands projets d'in-**

frastructure communs, cohérent avec ceux que proposent la Chine et les BRICS. Utopie ? Retour en arrière ? Non, car c'est l'Europe de Bruxelles qui a trahi sa raison d'être. Le futur, c'est de rebâtir avec ceux qui rebâtissent, et si on ne commence pas par là, on se condamne à l'impuissance et au charabia politique. Il faut créer un environnement où les salaires et les marges des entreprises ne servent plus de variables d'ajustement !

- Le patriotisme économique, c'est en même temps **contrôler la monnaie et le crédit pour l'orienter vers les entreprises qui produisent en France et vers nos start-up,** et non vers les mastodontes qui font les trois quarts de leur chiffre d'affaires et de leurs profits à l'étranger. Cela veut dire concrètement :

- 1) adopter une loi de séparation bancaire pour rompre la dépendance des secteurs de dépôt et de crédit envers les spéculations sur les marchés financiers ;**

- 2) lancer une véritable politique de crédit public en réorganisant ce système bancaire de dépôt et**

de crédit autour d'une nouvelle Banque de France nationale, gouvernée par un Conseil national du crédit regroupant les forces vives de la nation ;

3) donner plus de moyens à la BPI (Banque publique d'investissement), de l'ordre de cent milliards d'euros, pour alimenter les PME et les ETI ;

4) créer un vrai ministère de l'Industrie, de la Recherche et de l'Innovation.

- Dans ce contexte, augmenter la TVA de trois points afin d'accroître notre compétitivité à l'exportation et protéger nos entreprises en taxant les importations. Cette mesure n'a de sens que dans ce contexte, **annoncée, expliquée et négociée avec les représentants syndicaux et patronaux**, pour que la modification de fiscalité soit rapidement reflétée sur les prix.

- Réorienter l'épargne de l'assurance-vie et des livrets vers nos entreprises **en créant un crédit d'impôt industries-régions, attirant les investisseurs vers où ils verront les effets de leurs investissements. En même temps, redéployer le crédit d'impôt recherche vers les PMI et les ETI productives**, pour qu'il ne bénéficie plus aux créateurs d'algorithmes visant à rendre plus rentables les spéculations à la vitesse de la lumière.

- Je prendrai en même temps toutes les initiatives nécessaires pour que la France devienne **un des lieux de la révolution 3.0 et 4.0 associée aux énergies de l'avenir, comme la fusion thermonucléaire**, en collaboration avec la Chine et d'autres pays intéressés. En particulier, **je soutiendrai la création de blockchain sur la place de Paris**, qui permettra de financer et de contrôler les échanges financiers en toute sécurité.

- **Au sein de l'Europe refondée**, je travaillerai à l'**harmonisation fiscale et sociale**, qui est impossible au sein de l'UE actuelle. Une vraie Europe sera celle des grands projets scientifiques, tournée vers l'Afrique et portée par une politique spatiale et de la mer. C'est là qu'avec les révolutions de l'énergie, du numérique et de la robotique, on pourra créer **les emplois qualifiés du futur**, à condition de s'y préparer dès aujourd'hui.

- Cela suppose de revenir à un enseignement primaire fondé sur les capacités créatrices de l'enfant, à un secondaire, à un universitaire et à de grandes écoles s'inspirant davantage du modèle suisse et finlandais. Je ferai dans ce contexte en sorte que **le bac pro, rétabli sur 4 ans, devienne un facteur d'intégration et que l'apprentissage et l'alternance soient enfin respectés, notamment en aidant les CFA (Centre de formation des apprentis) à se mettre à l'heure des technologies du futur et des besoins réels des entreprises. Je généraliserai Erasmus pour les apprentis.**

Tout cela ne pourra bien entendu se faire d'un coup. Mon but est **d'ouvrir des pistes** vers demain et après-demain, car arrêter la mainmise de la finance sur la mondialisation est un impératif catégorique pour l'avenir de nos enfants et des générations futures. Ce que je propose n'est pas facile, mais aller comme on va conduit au désastre. Je suis convaincu que si nous introduisons ces propositions dans une dynamique présidentielle, un sursaut est possible. **Le Brexit, l'élection de Trump et bientôt le non au référendum italien ouvrent le jeu, pour le meilleur ou pour le pire. Parlons-en vite, car le chaos économique et la guerre de tous contre tous sont devant nous.**